

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	St. Gallen, St. Gallen
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Bühlmann, Marc
Porcellana, Diane
Ziehli, Karel

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Bühlmann, Marc; Porcellana, Diane; Ziehli, Karel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: St. Gallen, St. Gallen, 2014 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1
Landes- und Weltausstellungen	1
Institutionen und Volksrechte	1
Regierungspolitik	1
Wahlen	2
Kommunale Wahlen	2
Kommunale Ersatzwahlen	4
Infrastruktur und Lebensraum	4
Energie	4
Alternativenergien	4

Abkürzungsverzeichnis

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Landes- und Weltausstellungen

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 05.11.2016
KAREL ZIEHLI

Alors que de nombreux commentateurs pensaient que l'échec du projet d'une Expo nationale dans les cantons de Thurgovie, de Saint-Gall et d'Appenzell-Rhodes Extérieures marquerait la fin cette longue tradition, **plusieurs autres projets d'Exposition nationale** sont apparus sur le devant de la scène pour le remplacer. A commencer par le projet déjà préparé en 2014 par le président de l'Union argovienne des Arts et Métiers, Kurt Schmid dans le canton d'Argovie, mais écarté alors par la Conférence des gouvernements cantonaux, lui préférant le projet proposé par les trois cantons de Suisse orientale. Après l'échec de ce dernier, Schmid a remis sur le tapis sa proposition, qui aurait pour thème le travail sous toutes ses facettes. Il souhaite une manifestation qui ne soit pas axée sur le gigantisme qui, selon lui, caractérisait les dernières Expos.

Les deux Bâle, elles aussi, réfléchissent à déposer un projet pour une Expo qui aurait lieu dans les alentours de 2030. Tous les partis, à l'exception de l'UDC du canton de Bâle-Ville, qui y voit un investissement gigantesque n'apportant pas grand-chose, soutiennent cette idée, y voyant une vitrine touristique ainsi qu'une opportunité d'investir dans certaines infrastructures clés. Un projet trinational est même en discussion, les voisins allemands et français ayant montré un certain intérêt à participer au projet.

Dans le canton de Soleure, c'est le PLR qui a lancé l'idée d'un projet, en avançant les mêmes arguments que les partisans du projet bâlois. Le parti serait plutôt en faveur d'une Expo décentralisée comme ce fut le cas en 2002, avec l'inclusion des deux Bâle ainsi que du Jura.

Finalement, les dix plus grandes villes de Suisse ont également fait part de leur volonté de présenter un projet, en avançant l'argument que les générations d'aujourd'hui auraient tout autant le droit à une Expo nationale que les générations précédentes. Elles se sont regroupées sous le groupe d'intérêts "Zehn Städte für eine Landesausstellung" et articuleraient leur projet, qu'elles projettent d'ici à 15 ans, sous le thème "Qu'est-ce que la Suisse au XXIe siècle et comment voulons-nous vivre ensemble ?" Pour la première fois, l'Expo nationale couvrirait l'ensemble du territoire. ¹

Institutionen und Volksrechte

Regierungspolitik

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 28.03.2018
MARC BÜHLMANN

Ende März **2018** war St. Gallen Schauplatz der 13. **Bundesratssitzung extra muros**. Bundespräsident Berset selber soll sich für die Stadt in der Ostschweiz stark gemacht haben, nachdem die Landesregierung bereits 2015 eine entsprechende Einladung erhalten habe. Nach der regulären Sitzung fanden sich die Magistratinnen und Magistraten zu einem öffentlichen Apéro ein, das aufgrund des schlechten Wetters nicht auf dem Klosterplatz, sondern im Pfalz Keller stattfand, und tauschten sich dort mit der Bevölkerung aus. Rund 800 Personen feierten «den Bundesrat wie ein Fussballteam» – so titelte das St.Galler Tagblatt. Mit einem Mittagessen zusammen mit der kantonalen Regierung wurde der Ausflug beendet. ²

Wahlen

Wahlen

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25^e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.³

Kommunale Wahlen

Pour le renouvellement de l'exécutif de la **ville de St-Gall**, les cinq membres déjà en place se sont portés candidats pour un mandat supplémentaire. Il s'agit des PDC Nino Cozzio et Patrizia Adam, du socialiste Peter Jans, de Markus Buschor (sans parti) et, pour la présidence, du PLR Thomas Scheitlin. Alors que Thomas Scheitlin n'avait qu'un concurrent pour la présidence, Veit Rausch (pvl), deux nouveaux candidats se présentaient également pour les autres sièges, la socialiste Maria Pappa et le PLR Marcel Rotach. Le PLR souhaitait, par sa double candidature, récupérer le siège qu'il avait perdu deux ans auparavant au profit du PS. Le PS voulait renforcer sa présence car le parti estimait qu'il y avait droit étant donné sa force au législatif de la ville. Quant à l'UDC, elle avait dès le début renoncé à prendre part à cette élection. Veit Rausch, bien conscient qu'il n'avait aucune chance d'accéder à la présidence, s'est présenté en vue d'apporter de la philosophie dans la campagne, lors des discussions politiques avec son

adversaire.

Au premier tour, avec une majorité absolue de 9'201 voix et une participation de 42.1%, Nino Cozzio se plaça en tête avec 13'606 voix. Il est suivi par le socialiste Peter Jans avec 12'884 voix et par Markus Buschor obtenant 12'147 voix. Patrizia Adam n'atteint pas la majorité absolue avec son score de 8'964 voix. Elle est suivie par la candidate Maria Pappa avec 7'914 voix et Marcel Rotach arrive en dernière position avec 6'009 voix. Concernant la présidence de la ville, Thomas Scheitlin est élu avec 13'606 voix, alors que son adversaire comptabilise 3'019 voix.

La non réélection de Patrizia Adam, à quelques centaines de voix, a été jugée très surprenante. Le PLR, ne se jugeant pas responsable de la non réélection de celle-ci, envisageait de présenter son candidat Marcel Rotach au deuxième tour. Contre Maria Pappa, fallait-il lui opposer deux candidats bourgeois au risque d'affaiblir les chances de succès du camps bourgeois? Depuis 2004, la tendance était qu'au premier tour, les candidats bourgeois se partageaient les voix. Alors qu'au deuxième tour, ils battaient les concurrents de gauche. Or, pour cette élection, le PDC avait conscience que des représentants du PLR et de l'UDC souhaitaient que Patrizia Adam quitte le pouvoir exécutif, notamment pour que Markus Buschor obtienne la direction de la construction au lieu de la gestion scolaire. Afin d'éviter que le Parti socialiste ne gagne le siège, le PLR décida de soutenir la candidate PDC au lieu de représenter Marcel Rotach au deuxième tour. L'UDC fit la même chose. La candidate socialiste, vu le faible écart de voix qui la distançait de la candidate PDC au premier tour, avait de réelles chances d'accéder à l'exécutif. Cependant, comme le mode de scrutin est le système majoritaire, elle devait compter sur des voix des autres partis. Elle pouvait obtenir ce soutien des membres des autres partis qui souhaitaient un changement dans l'administration de la ville. La campagne pour ce deuxième tour s'est déroulée de manière classique, avec l'utilisation de pancartes, d'annonces et de stands d'action. Aucune des candidates n'étaient plus convaincante que l'autre. Il a été reproché à la candidate Patrizia Adam ses problèmes d'expression en public, la candidate socialiste jouissant quant à elle d'une image plus positive.

Lors du deuxième tour, organisé le 27 novembre, alors que Maria Pappa accusait au premier tour un retard d'environ 1'000 voix sur sa concurrente, elle emporta le siège avec 9'646 voix contre 9'441 voix pour Patrizia Adam. Le deuxième siège PDC à l'exécutif de la ville passe donc en main socialiste.

En parallèle du premier tour pour le renouvellement de l'exécutif, les 63 membres du parlement de la ville ont également été réélus. Treize listes ont été déposées, avec le nom de 58 candidats sortants: la liste PLR avec 16 candidats, la liste du groupe politique des femmes mobilisant 5 candidates, le PDC avec 13 noms, la liste principale des Verts avec 8 candidatures, la liste des jeunes Verts et ses 7 candidats, la liste du Parti évangélique avec 5 candidats, les jeunes PLR avec 4 noms, l'UDC (14 candidats), la liste du Parti socialiste et des syndicats (22 candidats), les Vert'libéraux (9 candidats), la liste des jeunes Vert'libéraux (4 noms), la liste des jeunes socialistes et syndicats (5 candidats) et, finalement, la liste du Parti des Démocrates Suisses avec 4 propositions. La liste du groupe politique des femmes, qui milite pour l'égalité des sexes et la participation des étrangers, souhaitait avoir un deuxième siège. Quant au PS, il espérait obtenir un ou deux sièges supplémentaires. Les jeunes Verts eux, voulaient un troisième siège. L'UDC visait deux sièges supplémentaires, dans l'optique de devenir la troisième force au législatif. Le PLR lui, avait pour objectif d'être la deuxième force, avec trois sièges supplémentaires.

Les listes du Parti socialiste et du PLR obtiennent un gain de deux sièges par rapport à 2012. Les Vert'libéraux et les jeunes Verts acquièrent un siège supplémentaire. Du côté des perdants, le PDC, le PEV et les jeunes socialistes ont perdu, pour les premiers, trois sièges et, pour les autres, chacun un siège. Au total, le PS/Juso a donc obtenu 19 sièges et reste le parti le plus fort au pouvoir législatif de la ville. Il est suivi par le PLR avec 12 sièges, puis l'UDC et le PDC avec chacun 9 sièges. Les Verts et jeunes Verts ont eu 7 sièges et les Vert'libéraux 5 sièges. Le Parti évangélique et le groupe politique des femmes ont chacun un siège. Dix nouveaux candidats, dont sept femmes, siègent maintenant au parlement de la ville. Le parlement de la ville reste donc dominé par le PS.⁴

Kommunale Ersatzwahlen

En mai 2017, Nino Cozzio (SG, pdc) annonçait sa **démission de l'exécutif de la ville de St-Gall** en raison de son cancer. Pour lui succéder, cinq personnes se sont lancées dans la course, à savoir Boris Tschirky (pdc), Sonja Lüthi (pvl), Jürg Brunner (udc), Ingrid Jacober (verts) et Andri Bösch (juso). Le budget de campagne du candidat PDC avoisinait 50'000 CHF, alors qu'Andri Bösch n'avait prévu que 1'500 CHF et ne pouvait pas compter sur la recommandation du PS.

Lors du premier tour, le 24 septembre 2017, avec une participation de 46%, personne n'a atteint la majorité absolue fixée à 9'976 suffrages. Boris Tschirky arrive en tête avec 6'872 voix, suivi de Sonja Lüthi (5'844 suffrages), Jürg Brunner (3'133 voix), Andri Bösch (2'255 voix) et Ingrid Jacober (1'769 voix).

Pour le deuxième tour, le démocrate-suisse Roland Uhler s'est présenté, sans réelle chance de se faire élire. Le PLR a affiché à nouveau son soutien pour le candidat PDC. Il souhaitait barrer la route à Sonja Lüthi pour maintenir un second siège bourgeois à l'exécutif de la ville. En se distançant de la position de son parti, l'ancien candidat Jürg Brunner supportait Sonja Lüthi. Il accusait Boris Tschirky de faire preuve d'opportunisme. La vert'libérale pouvait également compter sur les voix du PS ainsi que sur l'appui des associations de la nature. Avec une participation plus faible qu'au premier tour, à 40.3%, Sonja Lüthi l'emporte avec 10'096 voix. Son principal adversaire totalise 6'966 suffrages et Roland Uhler 668 voix. Par conséquent, l'exécutif de la ville prend un virage à gauche et le PDC n'est, pour la première fois depuis 100 ans, plus représenté.⁵

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Alternativenergien

Rund 4.5 Kilometer tief in die Erde reichte das erste Bohrloch im Sittertobel in der Stadt St. Gallen, das die städtischen Haushalte einst mit klimafreundlicher Wärmeenergie hätte versorgen sollen. Das im Jahr 2010 vom städtischen Stimmvolk deutlich (82.9 Prozent) gutgeheissene **Geothermieprojekt St. Gallen** musste 2014 jedoch aus zwei Gründen abgebrochen werden: Zum einen hatte ein Gasdruckanstieg am 20. Juli 2013 ein Erdbeben mit einer Stärke von 3.5 auf der Richter-Skala ausgelöst, welches Erinnerungen an die Vorkommnisse in Basel geweckt hatte, so das St. Galler Tagblatt. Das Projekt war zu diesem Zeitpunkt jedoch vorerst noch nicht abgebrochen worden, zumal die Bevölkerung auch mehrheitlich gelassen reagiert hatte, wie die gleiche Zeitung feststellte. Der Vorfall hatte jedoch deutlich gemacht, dass die Risikobeurteilung des Untergrundes angepasst werden musste. Zum anderen hatte sich jedoch auch die vorhandene Wassermenge in der Tiefe als zu gering erwiesen, um eine rentable Nutzung eines Heizkraftwerks zu ermöglichen, wie die Fachleute Anfang 2014 feststellen mussten. Auch die Idee, die gefundenen Erdgasvorkommnisse zu fördern, versprach keinen wirtschaftlichen Betrieb und konnte so den Abbruch nicht verhindern. Das gescheiterte Projekt in der Gallusstadt hatte auch Folgen für weitere geplante Projekte in der Schweiz. So wurde beispielsweise ein weiteres Ostschweizer Geothermieprojekt im Raum Herisau (AR) und Gossau (SG) aufgegeben. Zu gross seien die Risiken für Erdbeben und zu gering die Wahrscheinlichkeit, auf genügend grosse Wasservorkommnisse zu stossen. Ganz verschlossen wurde das St. Galler Bohrloch jedoch vorerst nicht – es soll wissenschaftlichen Zwecken dienen, so die Presse.⁶

1) BLZ, SGT, 7.6.16; BLZ, 18.6., 14.7., 13.8.16; TA, 5.11.16

2) SGT, 7.3., 20.3., 27.3., 28.3., 29.3.18; AVF, 31.3.18

3) Elections cantonales et communales 2016

4) Résultat exécutif de la ville (2e tour); Résultat parlement de la ville; Résultats Présidence et exécutif de la ville (1er tour);

SGT, 8.6., 6.8., 3.9., 10.9.16; SGT, 26.9.16; SGT, 27.9.16; SGT, 29.10., 26.11., 28.11.16

5) SGT, 19.12.16, 4.5., 28.6., 14.8., 19.8., 22.8., 24.8., 25.8., 26.8., 30.8., 2.9., 16.9., 19.9., 25.9., 26.9., 2.10., 24.10., 26.10., 2.11., 14.11., 16.11., 20.11.17; NZZ, SGT, 27.11.17

6) NZZ, 19.2.15; SGT, 20.7., 21.7., 6.8.18, 30.8.19